**Docteure en sociologie, 33 ans, qualifiée aux fonctions de maitresse de conférence en section 19**

Actuellement recrutée pour un projet d’un an au sein d’un projet ANR, je souhaite témoigner de mon parcours de doctorante puis de jeune docteure.

Après un master de sociologie et un an passé en tant que chargée d’études dans une entreprise, j’ai obtenu un CDD de 6 mois à Paris au CNRS afin de mener à bien une revue de littérature pour une chercheure CNRS. Elle avait évoqué un voyage à la clé dans une université aux Etats-Unis qui hébergeait une unité mixte du CNRS. Durant mon stage de 6 mois, j’ai pris des cours de sociologie dans cette université, puis postulé au programme de doctorat, dans lequel j’ai fini par être acceptée (mon niveau d’anglais n’était pas tout à fait aux normes pour y entrer).

L’insertion dans un PhD program de 5 ans (dont 2 de master) m’a conduite à mener la vie d’une doctorante en sociologie sur un campus états-unien, à bénéficier des installations et des services (bibliothèque, salle de sport) et à suivre sur trois ans des cours et des séminaires, 18 au total, donc à rendre des papiers, à obtenir des notes, à passer des examens (*comprehensive exams*), à écrire une proposition de thèse de 70 pages.

J’ai pu y vivre des expériences individuelles riches que je ne cherche pas à minorer par ce témoignage. J’y ai appris l’importance du positionnement théorique en fonction de littératures et d’auteurs à citer (savoir à quelle audience on s’adresse) mais aussi à rédiger des papiers selon le formatage intro/ littérature/ méthode/ résultats. J’ai été formée aux multiples pratiques de l’ethnographie, et aux débats qui la traversent (qui opposent de manière plus ou moins cachée celle de Burawoy, multi-située, celle de Wacquant, incarnée ou celle de Duneier, dans l’héritage de l’école de Chicago). Avec le tsunami de l’affaire Alice Goffman, je voyais apparaitre les règles de l’édition universitaire, des livres qui doivent parler d’inégalités, surtout raciales, et de sujets considérés comme médiatiques, sexy ou intéressants pour le grand public et qui de fait influence grandement le fonctionnement du travail scientifique.

Ce que j’ai pu observer, c’est aussi le fonctionnement d’un département de sociologie en fonction de son classement dans la hiérarchie universitaire. Le programme de sociologie de cette université locale était généralement classé entre 15 et 20e. Ce classement, dont tout le monde dans le département prend bien conscience, positionne le programme au sein même de l’université et définit certaines lignes de crédit pouvant ouvrir des postes, ce qui conditionne de ce fait toute une série de pratiques : l’importance du recrutement des doctorant·e·s à profils prometteurs, l’importance des publications dans des revues indexées pour les doctorant·e·s qui expliquent notamment la multiplication de séminaires collaboratifs du type *publish or perish*, des publications qui de préférence ont gagné auparavant toute une série de prix (*awards*) pour espérer être repérées par des universités qui recrutent, et obtenir un poste *tenure track* (CDD de 5 ans pour un éventuel CDI à la clé) dans une université dite de rang A (recherche).

Si ces conditions de fonctionnement et ces rites de passage, ont constitué en soi une des richesses du parcours doctoral (j’y ai été suivi, relu et encadré, et cela m’a permis d’y apprendre le métier de chercheur, d’avoir un nombre conséquent de publications à mon actif et de produire de fait un document de thèse), elles sont aussi tributaires d’un fonctionnement très inégalitaire du monde de la recherche académique aux Etats-Unis.

En effet, il existe dès la deuxième année du doctorat une forte pression à produire : cela est en partie dû à la raréfaction des postes et à la titularisation des chercheur·e·s. Les doctorant·e·s apprennent dès le départ la hiérarchie des revues en sociologie (ASR, AJS, Social Forces), elles·ils apprennent à maitriser les plateformes des éditeurs, à se confronter à 3 sessions de R&R (*revise and resubmit*) qui peuvent durer jusqu’à plus de 2 ans pour se faire « rejeter » (*reject*) à la fin.

Mise à part la pression à la production qui entrainent toute une série de mal-être et d’angoisses au travail, il existe en dehors du classement des revues, les classements entre chercheur·e·s.

D’un côté, j’ai pu assisté à la naissance de chercheur·e·s « stars » quand à la fin d’une soumission à une revue prestigieuse, le doctorant.e réussisait à publier dans une des 3 « meilleures » revues de sociologie : cela générait même une forme d’admiration et d’envie à en devenir mal à l’aise. J’ai assisté à la remise de prix (*awards*) car c’est la condition pour qu’un article, devenu une forme de capital, évalué pour sa rentabilité potentielle dans le futur, atteigne le « graal », c’est-à-dire être publié un jour dans une « grande revue ».

De l’autre côté du décor, j’ai vu de très bons enseignants qui n’ont pas choisi le « sujet sociologique sexy » et qui n’arrivaient pas à publier car ils ne rentraient pas dans les formatages académiques. Elles·ils ont dû se réorienter alors qu’elles·ils étaient par ailleurs de très bons enseignant·e·s. Pour certain·e·s, cela a entrainé des remises en question lourdes après 5 ans de programme de doctorat, des séances chez les psy, et la prise d’antidépresseurs.

Pour ma part, j’ai évidemment joué sur les deux tableaux : la France et les Etats-Unis. J’ai publié un article dans une « revue moyenne » anglo-saxonne uniquement cette année après 2 ans et demi de révisions (« on ne voit pas votre contribution théorique ») et une série d’articles dans des revues françaises. Si j’ai publié autant durant mon doctorat, c’est aussi parce que j’en avais pris conscience dès la deuxième année. Il s’agissait de « capitaliser » pour espérer avoir un poste ensuite, si bien que j’ai eu l’impression de me retrouver comme dans le film de Charlie Chaplin, *Les temps modernes,* sur la roue qui tourne tourne et qui ne s’arrête jamais.

Dans les conférences académiques, je voyais aussi les petits badges avec nos noms mais aussi et surtout celui de nos universités, mises en concurrence les unes avec les autres, marchandisées elles-aussi. A plusieurs reprises, cette absurdité m’est apparue clairement, notamment quand, entre deux sessions, un interlocuteur s’approchait et me demandait : “*Hey, hello, you’re at this Research One University, they have a great program. Are you faculty there?*” auquel je répondais que non, je n’étais que doctorante. Je décelais alors une certaine déception…comme si finalement, ça ne valait pas tellement le coup de me parler. En effet, il ne m’aurait peut-être même pas adressé la parole s’il avait pu lire sur mon badge Université du West Alabama et que je n’avais rien publié.

Cette course au prestige, qui se traduit jusque dans les interactions les plus individuelles et la capacité à avoir des conversations scientifiques entre chercheur·e·s est d’une violence inouïe et traduit bien la folie de ce modèle de l’excellence.

Ce qui se donne à voir derrière ce modèle, en sourdine parfois, c’est bien l’inégalité et la compétition élevées au rang de jeu académique, ce darwinisme social cher à Monsieur Petit, ces chercheur·e·s « brillant·e·s » dont personne ne questionne plus la construction. Ce prestige n’est pas fondé sur la capacité à créer de la science mais bien à publier de manière effrénée dans des revues prestigieuses, à finir par tourner comme des rats dans une machine que personne n’ose arrêter.

Devant la raréfaction des postes et la multiplication de la recherche par projets, et si l’on veut suivre l’excellence dans le monde académique, il faut être hyper-mobile. Je me rappelle de la fois où l’une des collègues doctorante disait qu’elle voulait trouver un poste dans le Colorado, car elle y avait sa famille. Sa directrice de thèse et les autres membres de son jury lui avait fait les gros yeux, car elle venait d’accepter un poste qui était dans une université de peu de prestige, qui n’offrait pas de décharge de cours aux enseignant·e·s et qui n’est qui plus n’était pas connue pour « son excellence ». Si les enseignant·e·s appréciaient peu le fait qu’elle ait accepté ce poste, c’est d’abord car, avec ses publications et le doctorat du programme, elle aurait pu prétendre à bien plus, mais c’est aussi que la capacité des programmes à placer leurs doctorant·e·s sur le marché du travail (le *job market*) rentre à part entière dans leur évaluation et donc leur classement.

Si j’ai toujours eu une situation financière plus qu’enviable, c’est parce que j’ai répondu, comme une bonne élève, à toutes les injonctions qui m’étaient faites (« il faut choisir entre le poste et le reste », « il faut être prête à bouger », « tu ne veux pas aller ailleurs ? », « tu devrais regarder du côté de l’étranger »), et notamment celle de l’entreprenariat de soi qui va souvent de pair avec une hyper mobilité. Il y a au cœur de cela la difficulté d’obtenir des financements dignes et pérennes : tout d’abord, la difficulté d’obtenir un contrat doctoral en France quand on est sorti de l’université et qu’on veut mener à bien sa propre recherche doctorale, puis la nécessité de faire un séjour de recherche pour « réseauter » et connaitre d’autres chercheur·e·s afin d’obtenir des informations concernant des post-doctorats notamment, et enfin revenir la France en jouant de sa « carte internationale » pour obtenir sinon un poste, un financement digne (je gagne actuellement 1940 euros nets/mois en CDD).

Depuis 2016, je n’ai pas passé plus d’un an dans un même endroit : Etats-Unis, Paris, Lyon… Sans dénoter des atouts incroyables que cela a pu m’apporter (mes ami·e·s m’enviaient cette vie de voyageuse expatriée), c’est aussi ambivalent, car cela a contribué à un isolement à la fois social et professionnel. Si on finit par se faire une raison de cette absence d’ancrage que les autres englués dans une routine parfois nous envie, cela génère également un forte souffrance documentée notamment par de nombreux articles sur la vie académique.

Depuis le 1er septembre 2019, j’ai été recrutée sur un projet ANR. Je crois que le fonctionnement de cette ANR illustre en tous points les contradictions et aberrations de la recherche par projet. Le projet a déjà été soumis une première fois mais avait été rejeté, puis il a accepté sur la base de trois ans lors d’une deuxième soumission. Il regroupe des maitre·sse·s de conférences qui sont déjà sur d’autres projets, certains chercheur·e·s y sont vraisemblablement à 8%, d’autres à 20 ou 40% de leur temps. Dans ce projet, nous sommes tou·te·s éparpillé.es sur différents établissements aux quatre coins de l’hexagone, les statutaires n’ont pas le temps de vraiment chercher donc ce sont un ou deux post-doctorant·e·s que l’on embauche sur des CDD d’un an ou bien des stagiaires, qui doivent se charger de « faire la recherche ».

Je ne mets d’aucune façon en cause les chercheur·e·s sur ce projet que j’estime tous éminemment compétent·e·s mais plutôt le fonctionnement : comment réussir à « monter » un projet quand on n’a pas de temps pour se voir, pour réfléchir et que tout doit se faire dans l’urgence, quand il faut faire de la coordination, et surtout se préoccuper de « produire » et d’avancer à tout prix, on ne même plus pourquoi, où ni comment. Cela pose indéniablement la question de ce qui est produit et à quel prix.

Nous sommes au mois de mars. Dans le courant du mois d’octobre, je me suis installée à Lyon pour y mener des entretiens, trouver mes repères dans une ville où je n’étais allée qu’une fois, demander une carte professionnelle, un bureau, essayer de me socialiser au sein du laboratoire, car je ne me voyais pas travailler de chez moi tous les jours sans contact ni collègues…et je ressentais déjà cette optique de production qui m’isolait et me permettait pas non plus d’aller en séminaire, de lire, d’être relativement apaisée et dans de bonnes conditions pour « chercher ».

Dans l’optique de la production, on entend souvent de la part des un·e·s et des autres : « il faut avancer », « faut pas qu’on se retrouve en avril sans rien », « faut créer un questionnaire », mais avec peu de cohérence ni de perspective. De mon côté, je n’étais même pas vraiment sûre de ce qu’on attendait de moi, et puis pour construire une problématique, des hypothèses de travail, trouver un langage commun, il faut du temps, il faut travailler ensemble de manière sereine…c’est comme si ce fonctionnement ne pouvait qu’introduire une déformation par sa finalité, les résultats et une production évaluée quantitativement (nombre d’articles écrits). Ce qui restait peu mis en avant était donc la qualité de ce qui serait produit, au risque de rependre des résultats déjà là issus d’autres travaux, ou de bâcler l’enquête car dans la dispersion, et face à la précipitation et l’urgence de « produire »…on ne cherche ni ne trouve réellement rien de bien.

Je me suis aussi faite qualifiée entre temps, et comme il n’y a pas la possibilité de renouveler d’un an mon CDD sur le projet ANR, il faut déjà que je postule autre part : se réexpatrier pour un ATER ou un autre post-doc d’un an, ou espérer être auditionnée sur un poste de MCF. Si j’ai bien appris quelque chose cette année, c’est que la recherche ne peut pas se faire de cette manière, car cette forte incertitude et cette agitation à trouver des financements, à produire des résultats coûte que coûte nous mène droit dans le mur.